



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LES ÉVOLUTIONS SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR AU 3^E TRIMESTRE 2022



Sommaire

- p. 02** Une population vieillissante
- p. 03** Rebond des créations d'entreprises au cours du 3^e trimestre 2022
- p. 04** Un tissu économique porté par les TPE - Une embellie pour l'emploi
- p. 05** Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi en hausse
- p. 06** L'offre d'emploi s'améliore sur plus de la moitié des secteurs d'activité
- p. 07** La majorité des métiers connaît une hausse du dépôt d'offres d'emploi
- p. 08 et 09** La hausse des recrutements perdure
- p. 10** Le taux de chômage retrouve son niveau d'avant crise sanitaire
- p. 11** Amélioration annuelle de la demande d'emploi mais hausse trimestrielle.
- p. 12** Les jeunes, principaux bénéficiaires de la baisse du chômage
- p. 13** L'enlèvement dans le chômage en recul
- p. 14** L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'améliore très légèrement au cours du 2^e trimestre 2022 - Baisse annuelle des retours à l'emploi ce trimestre
- p. 15** Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi
- p. 16** Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi
- p. 17** Sources et définitions

L'essentiel

Après la crise sanitaire et ses conséquences visibles rapidement sur le marché du travail et l'emploi, le retour progressif à la normale a eu des effets positifs sur l'emploi.

Cette note n'a pas de vocation conjoncturelle, elle a pour objet de décrire les impacts sur les marchés du travail et de l'emploi depuis la crise sanitaire jusqu'au 3^e trimestre 2022.

L'État français a rapidement mis en place des dispositifs tels que le chômage partiel qu'il a pris en charge financièrement, ainsi que des arrêts maladie dérogatoires pour les gardes d'enfant et les personnes vulnérables pour amortir les effets négatifs sur l'économie française.

Où en sont les départements les plus impactés, les publics les plus touchés ? La situation s'améliore-t-elle deux ans après ? Vous trouverez dans cette note de nombreux indicateurs permettant de mieux appréhender et de suivre la situation économique de la région.

Service Statistiques, Études et Évaluations



Une population vieillissante

Au 1^{er} janvier 2015, le nombre d'habitants de la région a dépassé les 5 millions et augmente faiblement depuis pour atteindre, en 2022, les 5 131 200 habitants (toujours la septième région la plus peuplée de France métropolitaine sur les treize) [cf. Tableau 1].

La densité de population est de 162 habitants au km² (120 pour FM⁽¹⁾). Quatre habitants sur cinq résident sur seulement 21% du territoire régional.

Par le passé, la région a été dynamique sur le plan démographique. Entre 2013 et 2019, la population affiche un rythme de progression de +0,5% en moyenne par an (+0,4% au national). Ce faible accroissement est autant dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès) qu'au solde migratoire.

Au 1^{er} janvier 2022, les moins de 25 ans restent moins nombreux en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en France métropolitaine, ils représentent 27% de la population (29% FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans la région (44%), dont 24% (21% FM) pour les plus de 65 ans.

La population régionale reste vieillissante, plus particulièrement dans les départements alpins et le Var.

⁽¹⁾FM = France métropolitaine

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2019

	Nombre d'actifs		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
15-24 ans	3 083 800	212 600	10%	10%
25-54 ans	22 335 000	1 637 600	74%	74%
55-64 ans	4 656 400	374 600	15%	17%
Ensemble	30 075 200	2 224 800	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2013 et 2019 : davantage de professions intermédiaires (+0,6 pt), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,9 pt) et moins d'ouvriers et d'employés (-0,9 pt et -0,6 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2022

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
Hommes	31 760 200	2 450 800	48%	48%
Femmes	33 867 200	2 680 400	52%	52%
- 25 ans	19 193 100	1 408 700	29%	27%
25-49 ans	19 862 500	1 484 000	30%	29%
50 ans & +	26 571 800	2 238 500	40%	44%
Ensemble	65 627 500	5 131 200	100%	100%

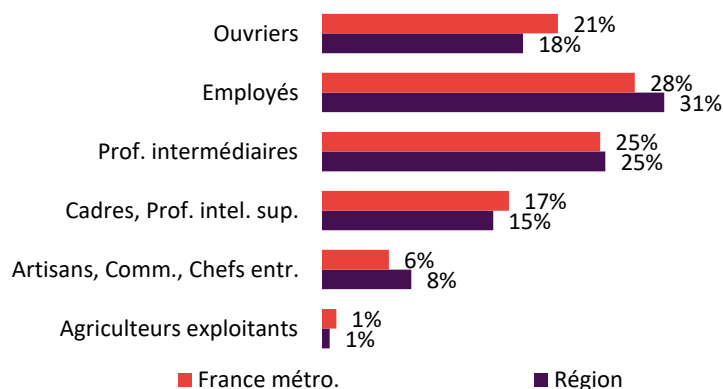
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2019 est de plus de 2,2 millions, soit 72% des 15-64 ans (74% FM). Comme au national, parmi les 55-64 ans, dont la part est de 17%, plus d'un sur deux est actif [cf. Tableau 2].

Les actifs de la région sont toujours composés en majorité d'employés et d'artisans, commerçants, chefs entreprises et moins d'ouvriers et de cadres que la moyenne nationale [cf. Graphique 1].

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2019



EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))



Rebond des créations d'entreprise au cours du 3^e trimestre 2022

Les créations d'entreprise connaissent une hausse régulière amorcée en 2017, essentiellement stimulée par les créations de micro-entreprises encouragées par un contexte politique plus favorable avec des projets comme la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises). La majorité des créations d'entreprise provient du secteur des services.

La crise sanitaire survenue au début de l'année 2020 a entraîné un confinement mi-mars 2020 se révélant peu propice à la création d'entreprise qui baisse fortement sur la période. Les créations d'entreprises hors micro-entreprises connaissent une lourde chute à l'inverse des micro-entreprises plus épargnées.

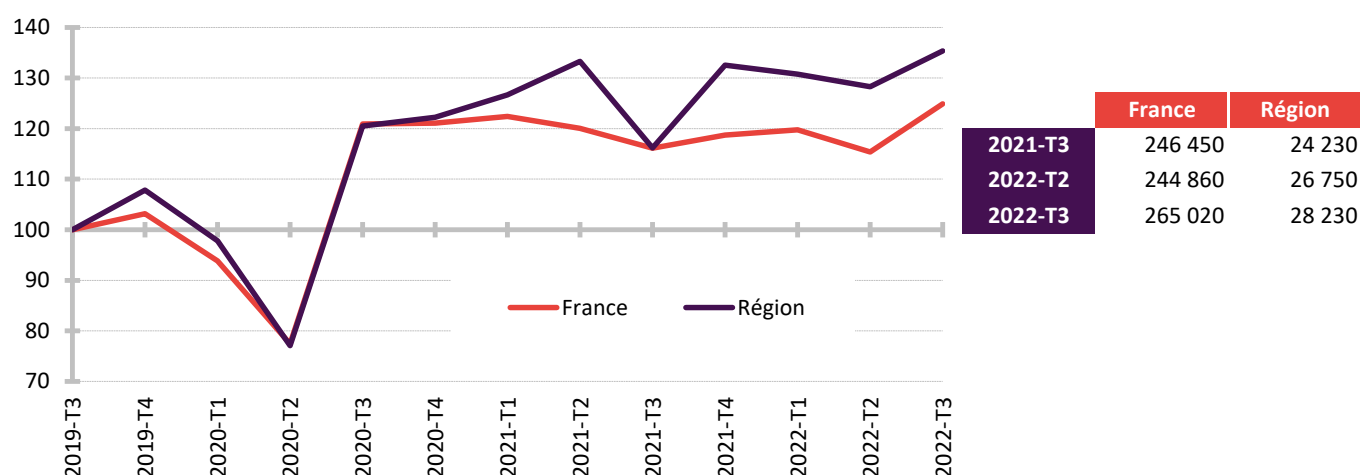
Depuis deux ans, la création de micro-entreprise poursuit sa dynamique avec une hausse de +25% sur an. Pour la 1^{ère} fois depuis la crise sanitaire, la création des entreprises hors micro enregistre une évolution positive de +3%. Ces tendances associées entraînent un rebond de la création d'entreprise au 3^e trimestre 2022 [cf. Graphiques 2 et 3].

Dans le même temps, selon la Banque de France, la baisse des défaillances d'entreprise durant la pandémie n'indiquait pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté car elle résultait : en premier lieu, de l'impact momentané qu'ont eu à la fois la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui ont modifié temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements ; en second lieu, de l'ensemble des mesures de soutien qui apportent des aides de trésorerie ou permettent aux entreprises de réduire ou retarder le paiement de certaines charges, et donc le risque de faire défaut sur ces paiements (mesures d'activité partielle, prêts garantis par l'État avec remboursements différés, fonds de solidarité, moratoires, etc.).

Toutefois le nombre de défaillances d'entreprise est en forte hausse depuis le début de l'année (3 760 en cumul sur un an, au 2^e trimestre 2022, soit +12,7%).

Graphique 2

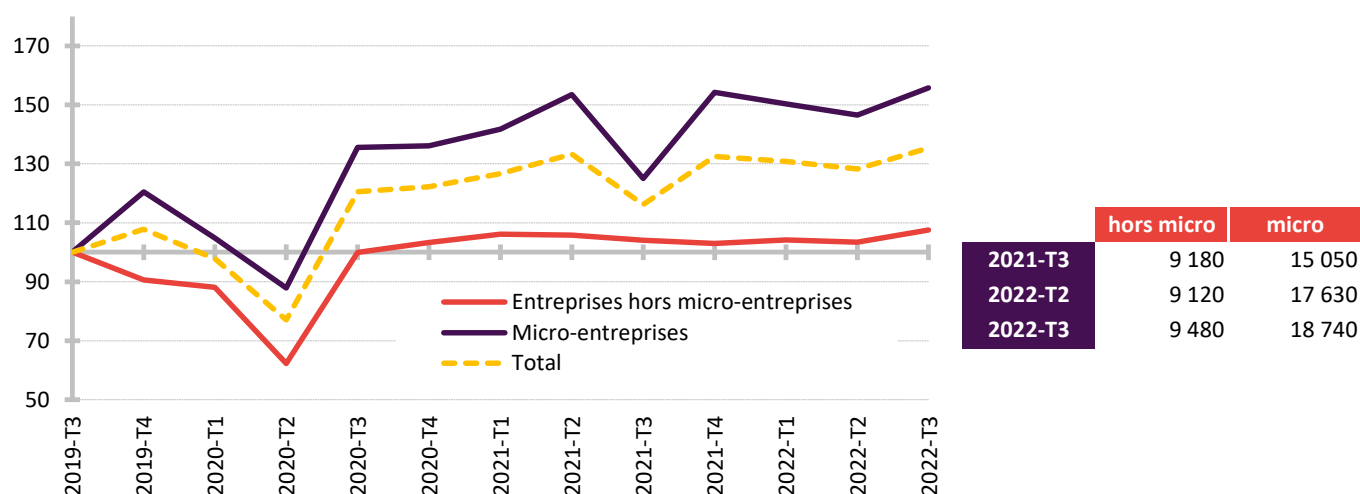
Évolution trimestrielle des créations d'entreprise - indice base 100 au 3^e trimestre 2019



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

Graphique 3

Évolution trimestrielle des créations d'entreprise par type - indice base 100 au 3^e trimestre 2019



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

EN SAVOIR PLUS

Le dispositif de calcul des créations d'entreprise a connu une profonde refonte en 2022 entraînant une révision à la hausse du nombre de créations. Plus d'informations méthodologiques ([lien](#))

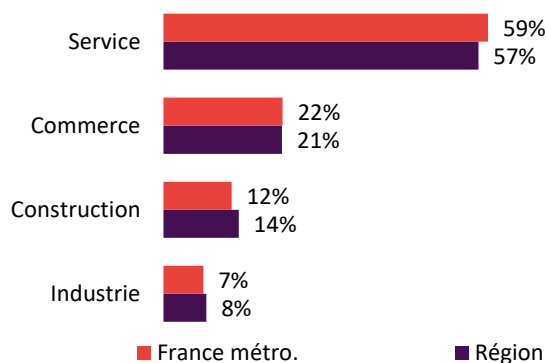


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2021, 171 840 établissements employeurs du secteur privé composent les activités marchandes régionales hors agriculture, soit 9% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de la France métropolitaine (71% contre 66%). L'économie régionale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 4]. Selon l'INSEE, deux emplois touristiques sur trois émanent de l'hébergement restauration.

Graphique 4

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2021



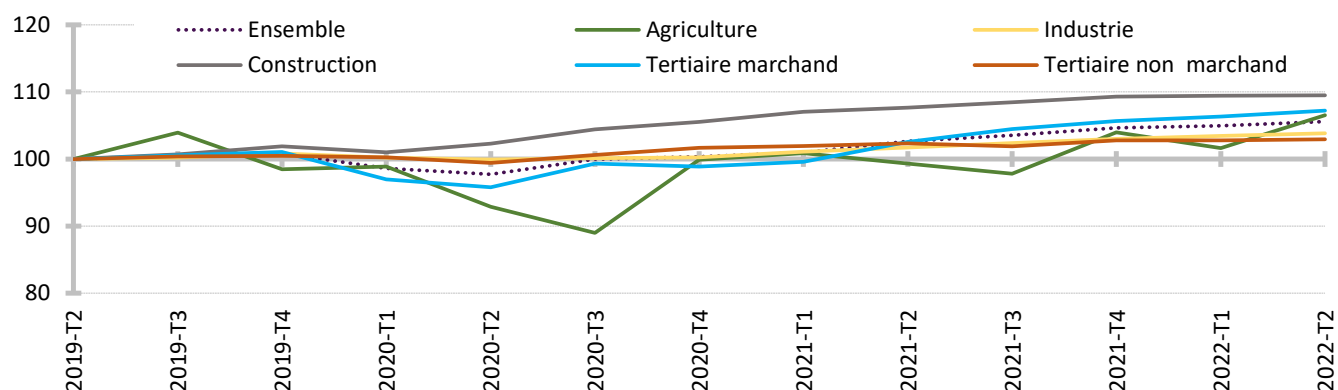
Source : ACOSS, DADS

Une embellie pour l'emploi

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015 puis a progressé régulièrement jusqu'en décembre 2019. Cette progression marque un coup d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -2,3% en juin 2020 par rapport à fin juin 2019 [cf. Graphique 5]. Une amélioration est visible sur la fin de l'année 2020 et le nombre de salariés retrouve son volume de fin 2018. Seul le nombre de salariés dans le secteur de la construction s'est maintenu, voire a augmenté malgré la crise sanitaire. Le secteur du tertiaire marchand est celui qui a été le plus touché par la crise sanitaire et a perdu près de 47 000 salariés en juin 2020 par rapport à juin 2019 [cf. Tableau 3]. Sur le 2^e trimestre 2022, la hausse se poursuit, notamment dans le secteur tertiaire marchand (+68 325 salariés de plus qu'à la même période en 2019, avant la pandémie).

Graphique 5

Volume et évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 30 juin 2019 = 100)



Source: estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Tableau 3

Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur

	Volumés			Évolutions	
	2022-T2	2022-T1	2021-T2	Trim.	Ann.
Ensemble	1 988 300	1 976 800	1 933 200	+0,6%	+2,9%
Agriculture	24 800	23 600	23 100	+5,1%	+7,4%
Industrie	163 600	163 000	160 200	+0,4%	+2,1%
Construction	118 400	118 300	116 400	+0,1%	+1,7%
Tertiaire marchand	1 015 200	1 006 600	971 200	+0,9%	+4,5%
Tertiaire non marchand	666 400	665 300	662 400	+0,2%	+0,6%

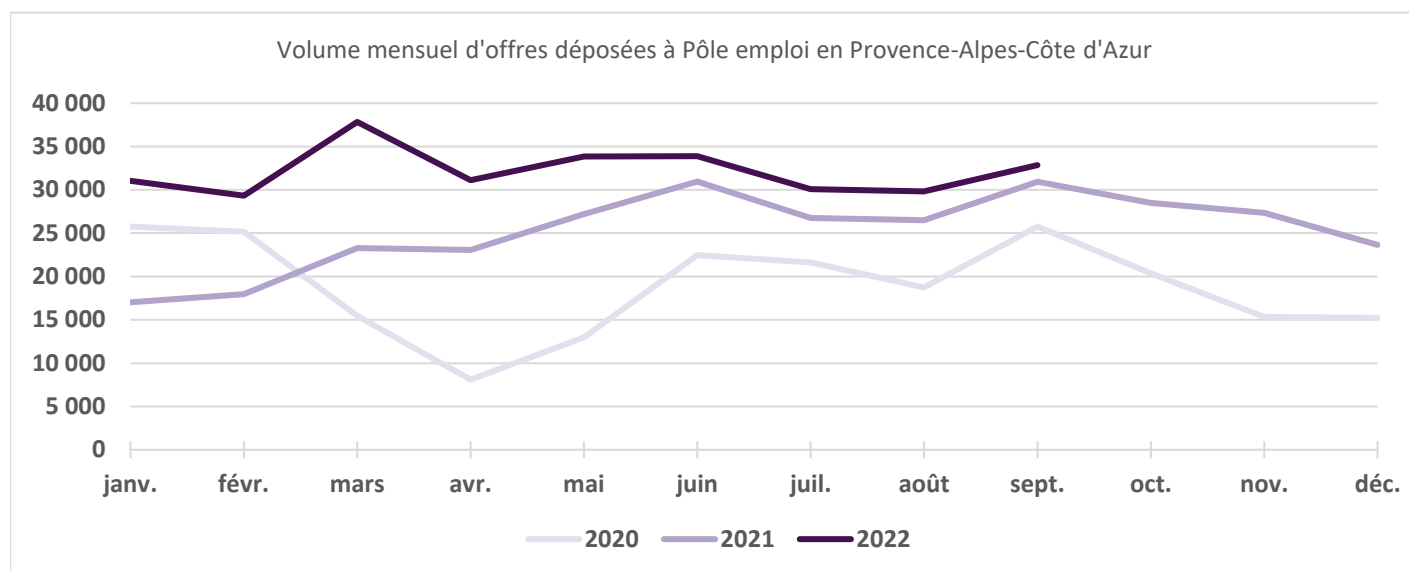
Source: estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi en hausse

La crise sanitaire a impacté les volumes des années 2020 et 2021 par rapport aux années précédentes. Toutefois l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi tend à s'améliorer et atteint des niveaux très élevés sur l'année 2022 par rapport de ceux de 2019, année de référence [cf. Graphique 6]. La réouverture des activités culturelles, des restaurants, des bars... ont contribué à cette relance. Depuis mars 2022, les offres d'emploi affichent des volumes jamais atteints. Cette tendance haussière se confirme sur les mois de juillet, août et septembre 2022.

Graphique 6

Évolution du volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur



L'offre d'emploi sur le dernier quadrimestre a fortement augmenté sur la plupart des départements de la région à l'instar de la France métropolitaine [cf. Tableau 4]. Ces évolutions sont difficilement comparables à celles de 2021 mais confirment tout de même une nette amélioration des propositions d'embauche. En effet, par rapport à l'année 2021, le volume d'offre déposée augmente en Provence-Alpes-Côte d'Azur, seul le département des Bouches-du-Rhône enregistre un léger recul de -0,3%.

Tableau 4

Volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi entre juin et septembre 2022 par zone géographique

	Volumes 2022				Évolution annuelle
	juin	juillet	août	sept.	4 mois glissants
France métropolitaine	361 290	332 490	316 320	359 570	+12%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33 900	30 080	29 830	32 830	+10%
Alpes-de-Haute-Provence	860	720	640	720	+5%
Hautes-Alpes	1 260	1 010	940	1 290	+21%
Alpes-Maritimes	7 080	7 100	6 380	7 270	+19%
Bouches-du-Rhône	12 310	10 980	10 790	12 060	-0%
Var	7 840	6 150	6 880	7 060	+13%
Vaucluse	4 560	4 130	4 200	4 440	+23%

Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres - données brutes

EN SAVOIR PLUS

- Offres d'emploi et recrutement ([lien](#))



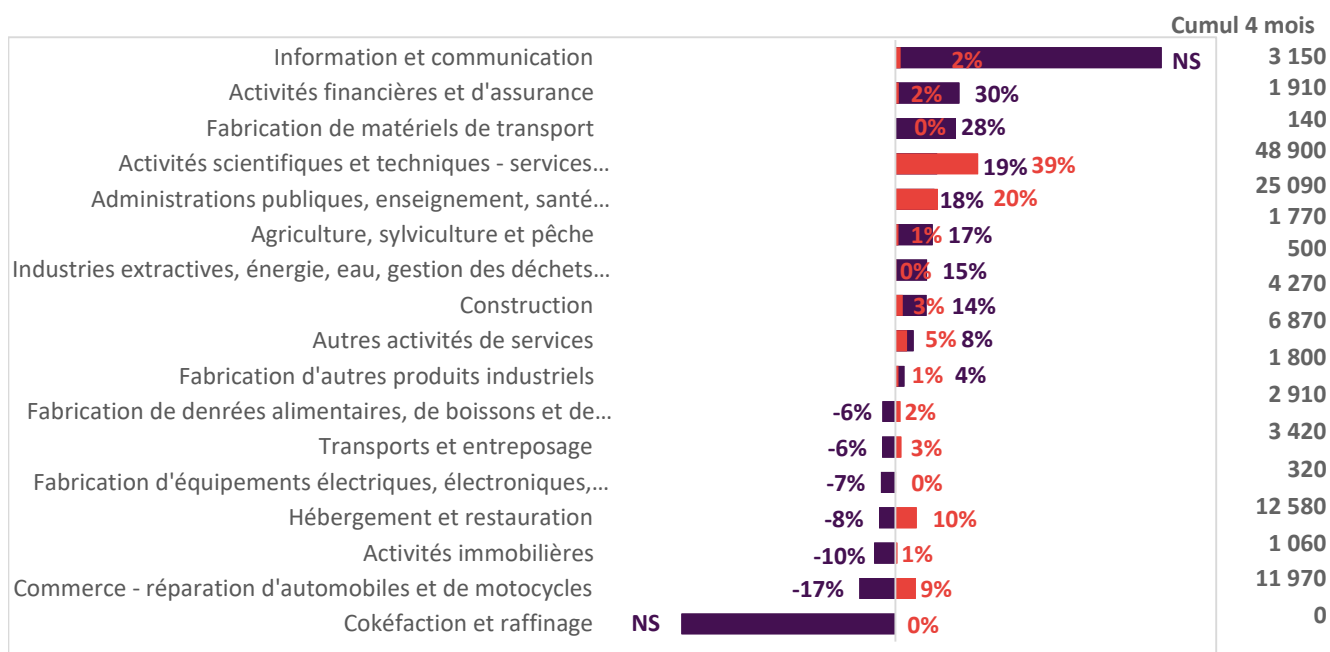
L'offre d'emploi s'améliore sur plus de la moitié des secteurs d'activité

La majorité des grands secteurs d'activité (A17) connaissent un regain de leurs propositions d'embauches, toujours à nuancer en raison de l'arrêt de certaines activités en 2021 [cf. Graphique 7].

Certains secteurs tels que l'hébergement - restauration et le commerce - réparation d'automobiles et de motocycles (près de 20% du total de l'offre d'emploi) affichent un recul des propositions d'embauche. Toutefois, elles sont compensées par une hausse des secteurs des activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien et des administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale qui pèsent près de 60% de l'offre d'emploi déposée.

Graphique 7

Évolution entre juin et septembre 2021 / entre juin et septembre 2022 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par secteur d'activité A17



NS = évolutions non significatives

Plus précisément [cf. Tableau 5], les sous secteurs des aides à domicile enregistrent depuis plusieurs mois de fortes augmentations du nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi. Cette amélioration est visible aussi au sein des activités des agences de travail temporaire, de l'administration publique générale du nettoyage courant des bâtiments. En revanche, pour la première fois depuis la réouverture des établissements, la restauration traditionnelle voit son offre d'emploi se dégrader.

Tableau 5

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (juin à septembre) dans les quinze secteurs d'activité détaillés (NAF 732) les plus représentatifs

	Volume	Évolution	Poids
Activités des agences de travail temporaire	30 490	+31%	25%
Aide à domicile	8 530	+43%	7%
Restauration traditionnelle	4 390	-12%	4%
Hôtels et hébergement similaire	3 370	-12%	3%
Nettoyage courant des bâtiments	2 630	+13%	2%
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 540	-10%	2%
Restauration de type rapide	2 370	+10%	2%
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	2 120	-4%	2%
Administration publique générale	1 820	+12%	1%
Activités des sièges sociaux	1 730	-5%	1%
Accueil de jeunes enfants	1 730	+18%	1%
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	1 720	-2%	1%
Activités hospitalières	1 630	+4%	1%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	1 610	+16%	1%
Ingénierie, études techniques	1 600	-0%	1%

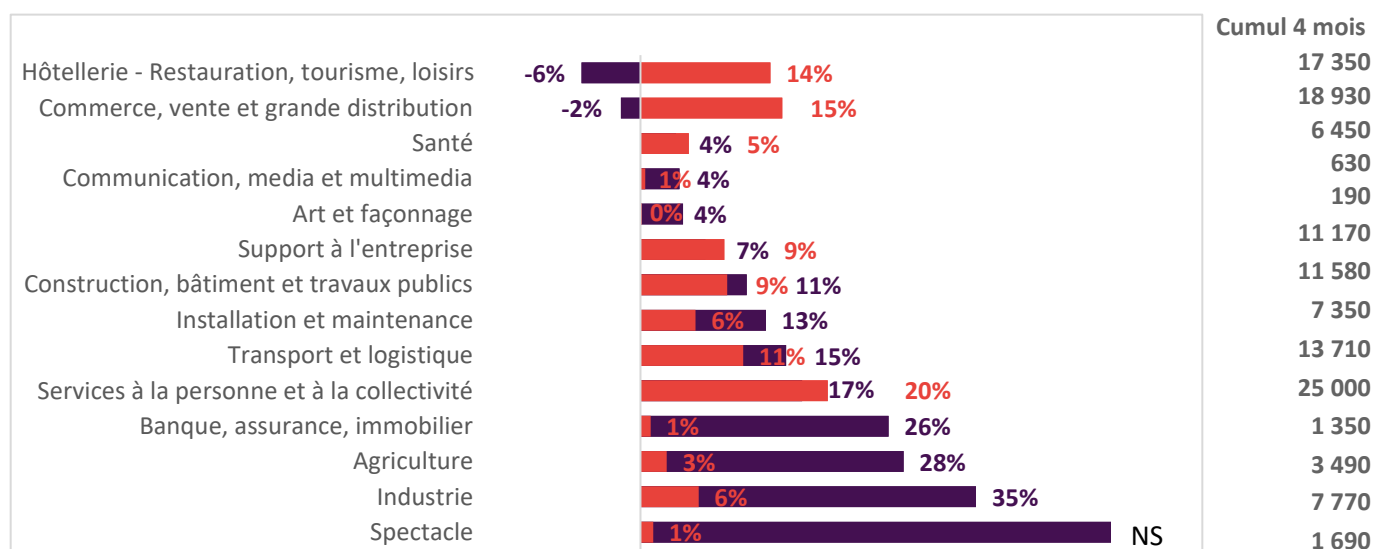
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

La majorité des métiers connaît une amélioration de l'offre d'emploi

Le nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi augmente pour la plupart des grands domaines de métiers, au cours des quatre derniers mois, de façon plus prononcée pour ceux des services à la personne et à la collectivité, de la banque, assurance, immobilier, de l'agriculture, de l'industrie qui représentent conjointement près d'un tiers de l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi [cf. Graphique 8]. En revanche, les métiers de l'hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs et du commerce, vente et grande distribution sont en recul; à eux seuls, ces domaines pèsent 29% des propositions d'embauches.

Graphique 8

Évolution entre juin et septembre 2021 / entre juin et septembre 2022 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par domaine professionnel demandé



NS = évolutions non significatives

Plus précisément [cf. Tableau 6], le nombre d'offres d'emploi pour des métiers de l'hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs affichent des pertes de potentiel d'emploi, notamment avec un recul pour les métiers de personnel de cuisine, de service en restauration et de personnel polyvalent en restauration. À l'inverse, la plupart des offres pour les métiers des services à la personne et du transport - logistique est en hausse.

Tableau 6

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (juin à septembre) dans les quinze métiers (ROME) les plus représentatifs

	Volume	Évolution	Poids
Services domestiques	4 930	+41%	4%
Assistance auprès d'adultes	4 590	+50%	4%
Personnel de cuisine	4 040	-7%	3%
Magasinage et préparation de commandes	3 470	+9%	3%
Service en restauration	3 070	-11%	2%
Nettoyage de locaux	3 060	+0%	2%
Mise en rayon libre-service	3 040	+30%	2%
Vente en alimentation	2 840	+3%	2%
Assistance auprès d'enfants	2 680	+25%	2%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	2 570	+21%	2%
Personnel polyvalent en restauration	2 540	-18%	2%
Manutention manuelle de charges	1 950	-1%	2%
Comptabilité	1 950	+16%	2%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	1 910	+17%	2%
Sécurité et surveillance privées	1 780	-3%	1%

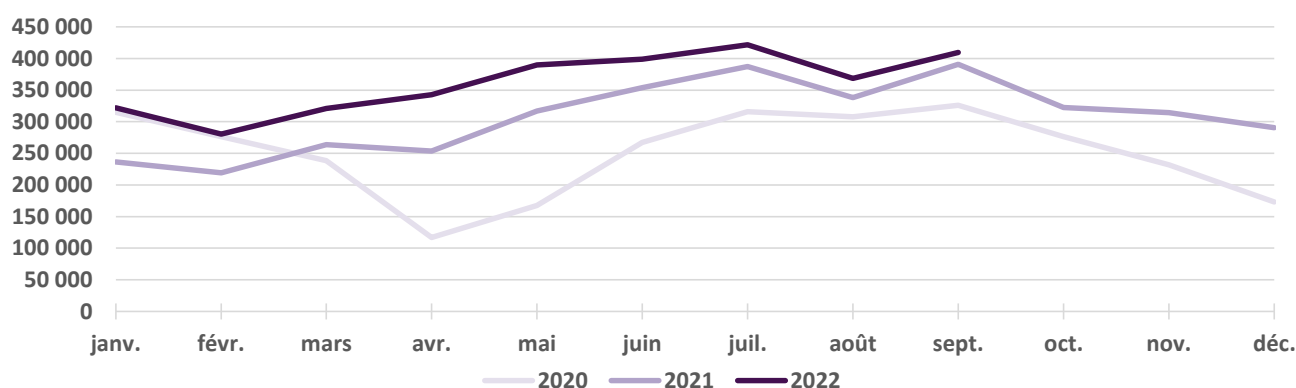
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

La hausse des recrutements perdue

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte qui s'améliore après la baisse importante enregistrée au moment du 1^{er} confinement [cf. Graphique 9]. En effet, en avril 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche atteint un niveau très faible de 117 000 unités. Les périodes de confinement alternantes, le couvre-feu et les fermetures de certains établissements, peu propices aux recrutements, ont contribué à une dégradation des embauches tout au long de l'année 2020. Depuis mai 2021, le volume de recrutements était quasiment identique à celui de 2019. L'augmentation des DPAE se poursuit sur le 3^e trimestre 2022.

Graphique 9

Volume mensuel des déclarations préalables à l'embauche en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

En cumul sur les douze derniers mois glissants, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est de 4 181 330 et augmente de +21% par rapport à l'année précédente sur la même période [cf. Tableau 7]. Les secteurs de l'hébergement, restauration et des arts, spectacles et activités récréatives connaissent une forte hausse de leurs embauches après des mois de fermetures liés à la pandémie. Le secteur des services administratifs et de soutien, représentant près de la moitié des embauches, connaît aussi une embellie, notamment impulsée par l'intérim. Ce contexte favorable aux recrutements est visible sur la plupart des secteurs, à l'exception de la construction qui est stable.

Tableau 7

DPAE par secteur d'activité (cumul entre octobre 2021 et septembre 2022)

	Volume	Poids	Évolution
Agriculture	87 490	2%	+10%
Industrie	63 490	2%	+12%
Construction	74 860	2%	+0%
Commerce	226 850	5%	+13%
Transports et entreposage	70 950	2%	+11%
Hébergement et restauration	435 490	10%	+79%
Information et communication	80 070	2%	+60%
Activités financières, d'assurance et immobilières	35 640	1%	+17%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	189 350	5%	+3%
Services administratifs et de soutien	2 016 500	48%	+17%
<i>Dont intérim</i>	1 751 350	42%	+15%
Administration publique et enseignement	88 160	2%	+4%
Santé humaine et action sociale	489 430	12%	+11%
Arts, spectacles et activités récréatives	260 140	6%	NS
Autres activités de services	62 920	2%	+18%
Ensemble secteurs d'activité	4 181 330	100%	+21%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

NS = évolution non significative

EN SAVOIR PLUS

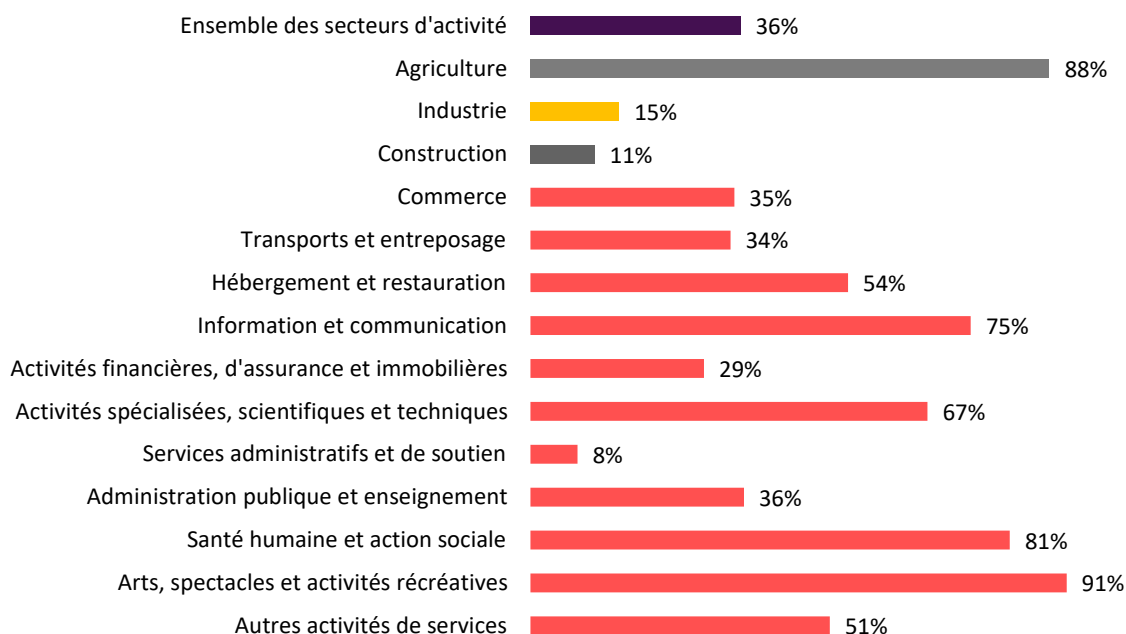
- les publications de l'ACOSS-URSSAF ([lien](#))



Plus d'un tiers des contrats d'embauche sont des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. [Graphique 10](#)], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et le spectacle (respectivement 4% et 11% des DPAE hors intérim). Les secteurs de la santé humaine, action sociale et de l'information, communication présentent aussi une part importante de contrats courts.

Graphique 10

Poids des contrats de moins d'un mois (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation octobre 2021 - septembre 2022)

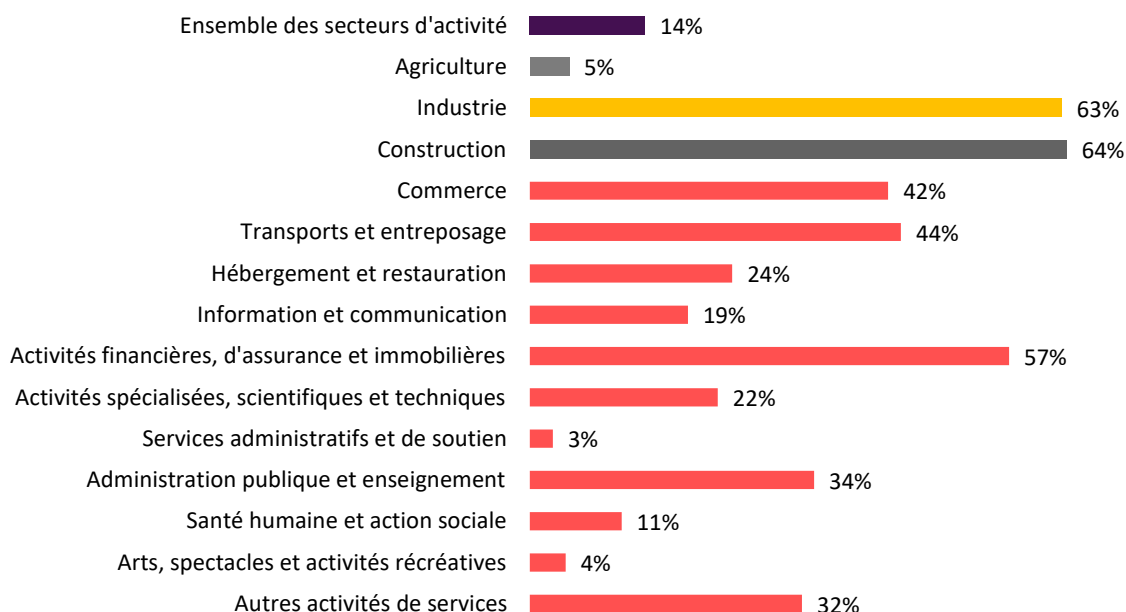


Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 14% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (resp. 3% chacun des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 60%. Les secteurs de la santé humaine et action sociale et des services administratifs et de soutien (20% et 11% des DPAE hors intérim) ont peu recours à de l'emploi durable [cf. [Graphique 11](#)].

Graphique 11

Poids des contrats de six mois et plus (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation octobre 2021 - septembre 2022)

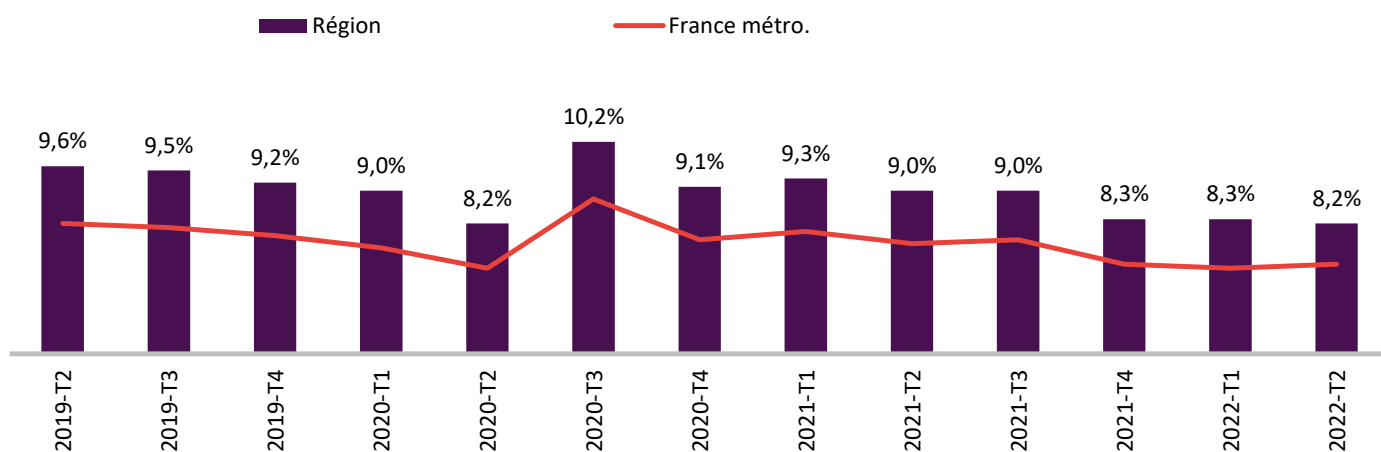


Le taux de chômage retrouve son niveau d'avant crise sanitaire

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est à la 3^e position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine, après Hauts-de-France et Occitanie. Au cours du 2^e trimestre 2020, la région avait atteint son taux de chômage le plus bas depuis le 2^e trimestre 2008 [cf. Graphique 12]. Toutefois, les effets négatifs de la crise sanitaire sur le marché du travail ont engendré une hausse de +2 points au 3^e trimestre 2020 (comparable à la hausse en France métropolitaine). Le taux de chômage tend à s'améliorer depuis la fin d'année 2020. Il retrouve un niveau identique d'avant crise au 2^e trimestre 2022 (8,2%) .

Graphique 12

Taux de chômage localisé



Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

Au sein des départements de la région, les taux de chômage sont plutôt élevés, seul celui du département des Hautes-Alpes est de nouveau en dessous de celui de la France métropolitaine [cf. Tableau 10]. Sur un trimestre, la moitié des départements connaît une amélioration du taux de chômage.

Sur un an, la situation s'améliore mais est difficilement comparable. En effet, les conséquences de la crise sanitaire ont impacté le taux de chômage au cours du 2^e trimestre 2021. Cela entraîne des baisses annuelles marquées au 2^e trimestre 2022.

Tableau 8

Taux de chômage par zone géographique et évolutions

	Volumes 2021/2022			Évolution (en points)	
	2022-T2	2022-T1	2021-T2	trim.	annuelle
France métropolitaine	7,2%	7,1%	7,7%	+0,1	-0,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,2%	8,3%	9,0%	-0,1	-0,8
Alpes-de-Haute-Provence	8,3%	8,2%	9,1%	+0,1	-0,8
Hautes-Alpes	6,8%	7,0%	7,9%	-0,2	-1,1
Alpes-Maritimes	7,4%	7,6%	8,9%	-0,2	-1,5
Bouches-du-Rhône	8,8%	8,8%	9,2%	+0,0	-0,4
Var	7,4%	7,5%	8,4%	-0,1	-1,0
Vaucluse	9,5%	9,4%	10,2%	+0,1	-0,7

Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

EN SAVOIR PLUS

- Le tableau de bord de la conjoncture par l'INSEE ([lien](#))



Amélioration annuelle de la demande d'emploi mais hausse trimestrielle

La baisse amorcée du nombre de demandeurs d'emploi en septembre 2018 a été interrompue par le confinement lié à une crise sanitaire mondiale [cf. Graphique 13]. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi n'exerçant aucune activité (catégorie A) a atteint son plus haut niveau au 2^e trimestre 2020 et s'établit en moyenne à 385 690 (avoisinant les 400 000 en avril 2020).

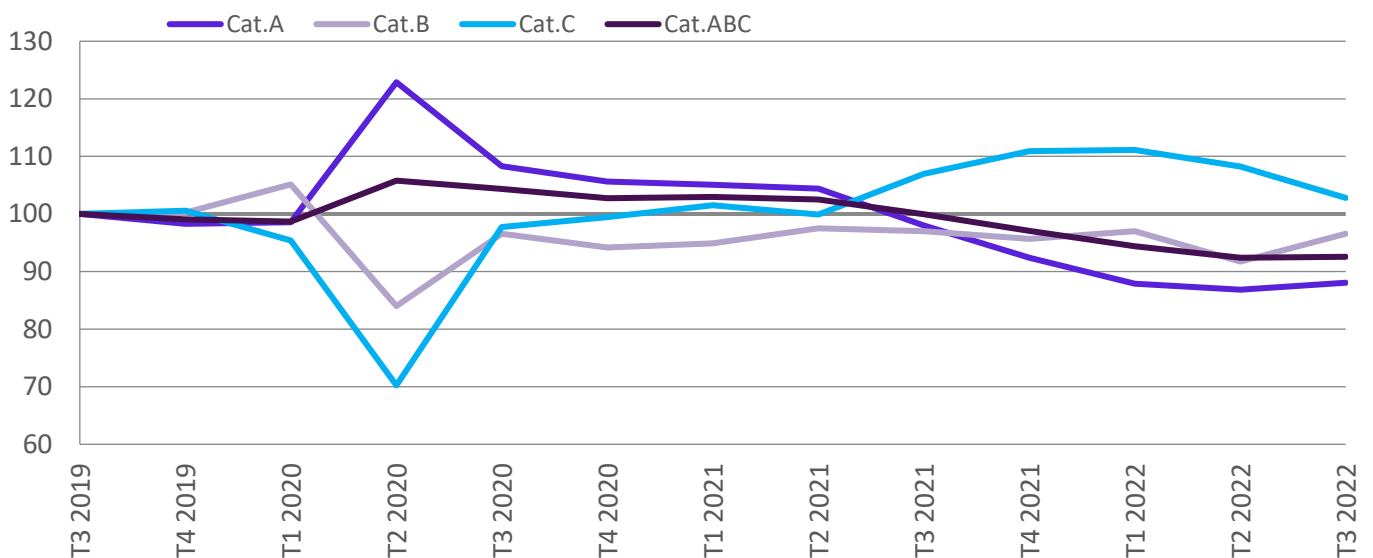
Depuis le 2^e trimestre 2018, les évolutions des catégories B et C (ceux qui travaillent plus ou moins 78 heures dans le mois) étaient plutôt stables alors que celle de la catégorie A était en baisse. La crise sanitaire avait inversé ces tendances. Au 3^e trimestre 2022, la demande d'emploi cat.A est en recul annuel de -10,2%. Les demandeurs d'emploi en cat.B et en cat.C sont aussi en baisse annuelle. Ces tendances associées entraînent une baisse de -7,4% des catégories ABC (452 550).

Toutefois, sur un trimestre, les demandeurs d'emploi en cat.A et en cat.B sont en hausse respectivement de +1,4% et de +5,2%. La baisse des demandeurs d'emploi cat.C de -5,0% amorti l'augmentation trimestrielle des demandeurs d'emploi cat.ABC (+0,1%).

À fin juin 2022, on comptabilisait 237 710 allocataires en fin de mois, soit une baisse de -49 770 personnes sur un an.

Graphique 13

Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Cat. A, B et C (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'amélioration annuelle de la demande d'emploi sur le 3^e trimestre 2022 est visible sur l'ensemble des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur [cf. tableau 9]. Néanmoins, les évolutions trimestrielles se dégradent sur la plupart des départements de la région à l'exception des départements des Hautes-Alpes et des Alpes-Maritimes.

Tableau 9

Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	T3 2022	T2 2022	T3 2021	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	5 153 000	5 152 140	5 559 230	+0,0%	-7,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	452 550	451 880	488 810	+0,1%	-7,4%
Alpes-de-Haute-Provence	15 390	15 320	16 190	+0,5%	-4,9%
Hautes-Alpes	12 840	12 980	13 690	-1,1%	-6,2%
Alpes-Maritimes	93 320	93 770	103 400	-0,5%	-9,7%
Bouches-du-Rhône	189 760	189 370	202 940	+0,2%	-6,5%
Var	82 990	82 580	90 180	+0,5%	-8,0%
Vaucluse	58 260	57 840	62 400	+0,7%	-6,6%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

12 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Les jeunes, principaux bénéficiaires de la baisse du chômage

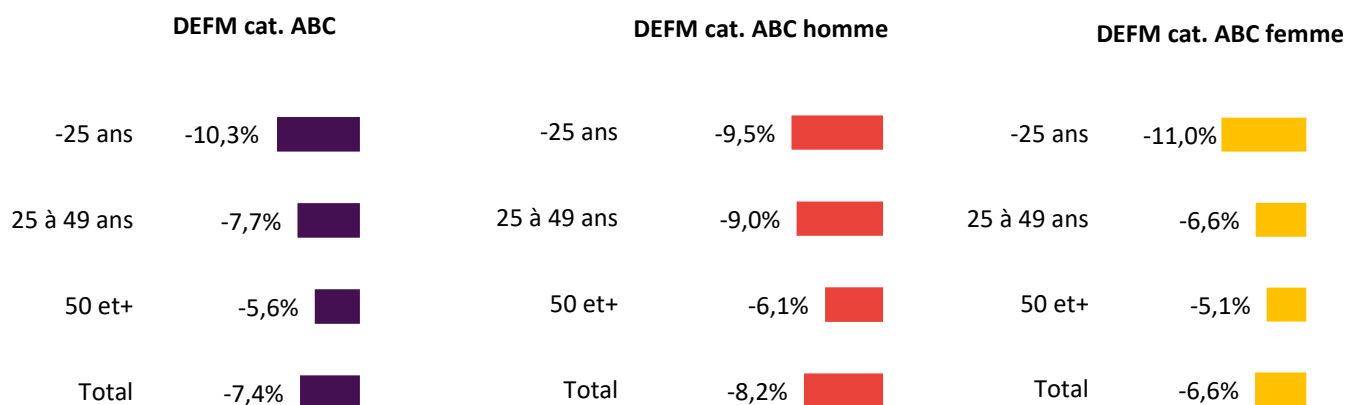
Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans a été la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent, plus particulièrement pour les hommes.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (11%) dans la demande d'emploi alors que la part des seniors représente plus du quart (29%) [cf. Graphique 14].

Après cette importante dégradation, la population des moins de 25 ans poursuit son recul plus marqué au 3^e trimestre 2022 pour se chiffrer à 51 000 personnes (soit -5 830 sur un an). Les 25-49 ans atteignent 270 130 (soit -22 670 sur un an). Le recul des demandeurs d'emploi seniors se poursuit et atteint 131 420 (soit -7 760 sur un an).

Graphique 14

Évolution (3^e trimestre 2021 - 3^e trimestre 2022) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Tableau 10

Nombre et évolution de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle au 3 ^e trimestre 2022					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	628 800	3 103 900	1 420 300	2 485 470	2 667 530	5 710 600
Provence-Alpes-Côte d'Azur	51 000	270 130	131 420	218 730	233 820	452 550
Alpes-de-Haute-Provence	1 700	8 980	4 710	7 290	8 100	15 390
Hautes-Alpes	1 210	8 070	3 550	6 250	6 590	12 830
Alpes-Maritimes	9 240	54 600	29 460	44 400	48 910	93 300
Bouches-du-Rhône	21 970	115 880	51 920	94 320	95 440	189 770
Var	10 110	47 990	24 890	38 360	44 640	82 990
Vaucluse	6 760	34 600	16 890	28 110	30 140	58 250
	Évolution annuelle au 3 ^e trimestre 2022					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	-10,0%	-7,9%	-4,8%	-7,8%	-6,8%	+2,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-10,3%	-7,7%	-5,6%	-8,2%	-6,6%	-7,4%
Alpes-de-Haute-Provence	-9,6%	-4,4%	-4,3%	-5,2%	-4,7%	-4,9%
Hautes-Alpes	-15,4%	-5,1%	-5,8%	-7,1%	-5,3%	-6,4%
Alpes-Maritimes	-13,3%	-10,4%	-7,4%	-11,4%	-8,2%	-9,8%
Bouches-du-Rhône	-8,9%	-6,8%	-4,8%	-6,8%	-6,2%	-6,5%
Var	-10,0%	-8,1%	-6,9%	-9,1%	-7,0%	-8,0%
Vaucluse	-10,0%	-7,7%	-3,1%	-7,7%	-5,6%	-6,7%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'enlèvement dans le chômage en recul

Les demandeurs d'emploi de longue durée sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an (DELD). Ce public s'était considérablement accru après la crise économique de 2008 et les années ayant suivi. À l'instar de la demande d'emploi catégories ABC, une amélioration dans l'évolution était visible depuis le milieu de l'année 2019. Ce dernier n'a pas fait exception à la dégradation du marché du travail consécutif au confinement. Néanmoins, ce public recule au 3^e trimestre 2022, un peu plus fortement pour les demandeurs inscrits entre un et deux ans. Il affiche un niveau de 197 620 personnes.

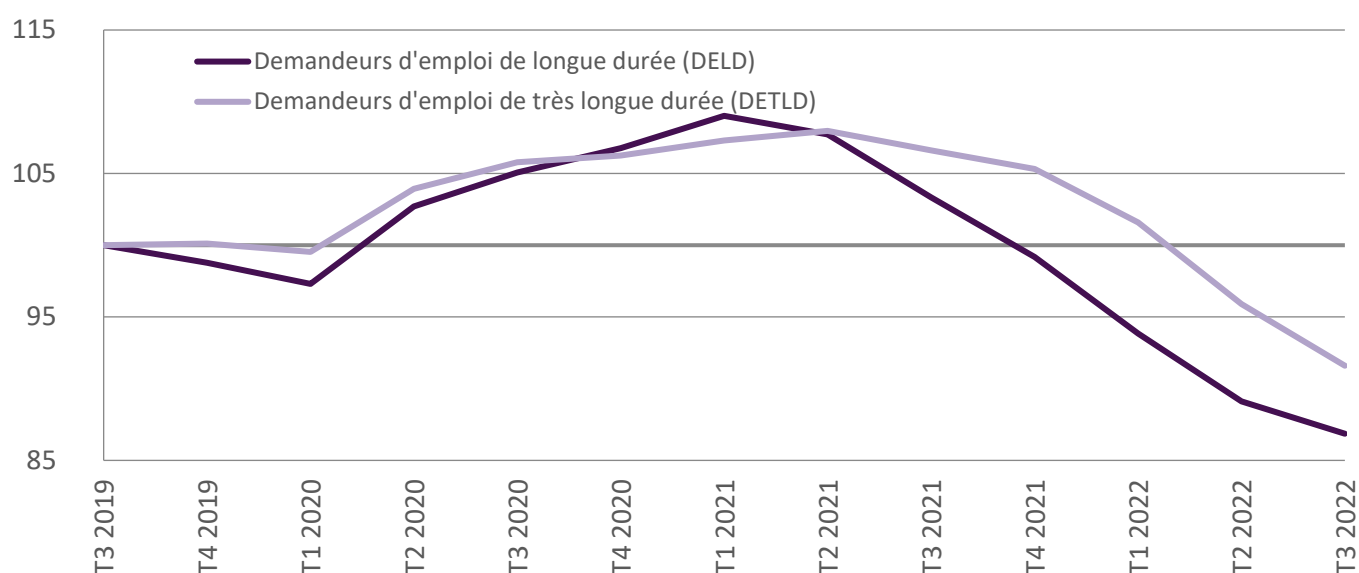
Au sein de ces demandeurs d'emploi, certains sont inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus et sont appelés demandeurs d'emploi de très longue durée (DETLD). Ce public avait doublé en huit ans, ce qui a engendré un enlèvement au chômage, autant présent dans la région qu'au niveau national. Toutefois, depuis le début de l'année, ce public est en recul et atteint son plus bas niveau depuis 5 ans, soit 116 770 personnes au 3^e trimestre 2022 (26% de la DEFM cat. ABC) [cf. Graphique 15].

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 91 360 à fin septembre 2022.

De plus, la précarité poursuit sa baisse significative du nombre de bénéficiaires du RSA, inscrits à Pôle emploi, qui descend à 62 480 en septembre 2022. Ils reculent de -11,8% par rapport à la même période en 2021.

Graphique 15

Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par ancienneté au chômage (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Avec un recul sur l'ensemble des départements de la région, la demande d'emploi de très longue durée s'améliore significativement, les volumes de demandeurs d'emploi sont plus bas qu'avant la pandémie et sont similaires à ceux de 2017 [cf. Tableau 11]. Les évolutions trimestrielles s'améliorent également pour tous les départements de la région.

Tableau 11

Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi depuis plus d'un an par zone géographique

3 ^e trimestre 2022	DELD			DETLD		
	Volume	év. trim.	év. ann.	Volume	év. trim.	év. ann.
France métropolitaine	2 369 300	-4,0%	-14,4%	1 428 040	-4,1%	-12,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	197 600	-2,5%	-15,9%	116 770	-4,5%	-14,1%
Alpes-de-Haute-Provence	7 400	-3,0%	-11,7%	4 590	-4,8%	-9,8%
Hautes-Alpes	6 200	-3,4%	-13,6%	3 910	-4,9%	-8,6%
Alpes-Maritimes	39 200	-3,6%	-20,1%	23 060	-5,3%	-14,5%
Bouches-du-Rhône	85 100	-2,0%	-14,2%	50 290	-4,0%	-13,4%
Var	33 200	-2,7%	-18,6%	19 090	-5,1%	-18,0%
Vaucluse	26 600	-2,0%	-13,1%	15 840	-3,8%	-13,1%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'améliore très légèrement au cours du 2^e trimestre 2022

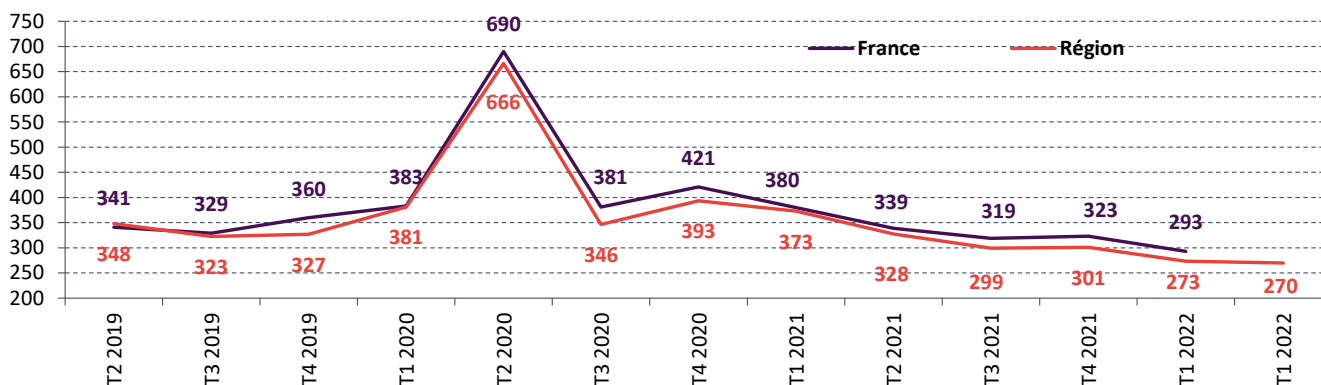
Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au 2^e trimestre 2022, un demandeur d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur resterait, en moyenne, inscrit près de neuf mois consécutivement (270 jours) sur les listes de Pôle emploi. Après une embellie de presque un mois au cours du trimestre précédent, l'indicateur observe une quasi-stagnation au cours du 2^e trimestre 2022 (-3 jours). Cette très légère baisse des indicateurs concerne la totalité des populations, excepté les hommes de moins de 25 ans dont l'ICDC se détériore de +5 jours. La principale embellie concerne les seniors (405 jours ; -12 jours).

Au cours de ce trimestre, les indicateurs des secteurs du support à l'entreprise (283 jours), de la banque - assurance - immobilier (277 jours) et du transport - logistique (247 jours) baissent plus fortement (respectivement -34, -27 et -25 jours). En revanche, les secteurs de l'industrie (295 jours) et de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs et animation (254 jours) observent des dégradations d'environ deux à trois semaines.

En rythme annuel, l'ICDC régional diminue de près de deux mois (-58 jours). La totalité des indicateurs s'améliorent par rapport au 2^e trimestre 2021 [cf. Graphique 16].

Graphique 16

Durée d'inscription à Pôle Emploi, mesurée par l'indicateur conjoncturel de durée de chômage (en jours)



Source : Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur - Fichier Historique Statistique des demandeurs d'emploi - données cvs
Donnée France non disponible au moment de la publication

Baisse annuelle des retours à l'emploi ce trimestre

Au cours du 2^e trimestre 2022, près de 101 400 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A,B ont accédé à un emploi d'un mois ou plus, soit une diminution de -13,6% par rapport au 2^e trimestre 2021. Sur 12 mois glissants, cela représente plus de 391 600 retours à l'emploi (+1,3% par rapport à l'année 2021). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A,B diminue de -12,4%. L'ensemble des départements connaît une baisse annuelle du volume des reprises d'emploi, le département des Hautes-Alpes est celui qui constate la plus forte baisse annuelle du volume des reprises d'emploi (-19,6%) des départements de la région, suivent les Alpes-de-Haute-Provence (-15,7%), le Var (-15,4%), les Alpes-Maritimes (-13,8%), le Vaucluse (-13,2%) et les Bouches-du-Rhône (-11,4%) [cf. Tableau 12].

Tableau 12

Nombre et évolution des retours à l'emploi des demandeurs d'emploi en catégories A ou B selon leurs caractéristiques

		2T-2022				Evolutions annuelles 2T-2022 /2T-2021		
		Nombre de retours à l'emploi	Cumul 12 mois glissants	Taux de retours à l'emploi ^(a)	Tendance ^(b)	Contrib. à la tendance	Retours à l'emploi	DEFM Cat. AB
Retours à l'emploi pour les demandeurs d'emploi en catégorie AB		101 380	391 650	10,7%	+1,3%	+1,3%	-13,6%	-12,4%
dont demandeurs d'emploi								
Tranches d'âge	de moins de 25 ans	16 830	69 460	15,9%	-5,0%	-0,9%	-20,7%	-16,8%
	de 25 à 49 ans	63 350	246 520	11,4%	+1,1%	+0,7%	-14,0%	-12,6%
	de 50 ans ou plus	21 190	75 660	7,4%	+8,5%	+1,5%	-5,5%	-10,3%
Ancienneté	depuis moins d'un an	65 750	246 250	11,5%	+4,5%	+2,8%	-6,8%	-3,2%
	depuis un an ou plus	35 620	145 400	9,4%	-3,7%	-1,4%	-23,8%	-23,6%
	dont plus de deux ans	19 580	77 230	8,9%	+3,1%	+0,6%	-16,3%	-20,7%
Sexe	hommes	53 580	201 990	11,6%	+0,0%	+0,0%	-15,1%	-13,7%
	femmes	47 800	189 660	9,8%	+2,7%	+1,3%	-11,8%	-11,2%

(a) Le taux de retours à l'emploi est le nombre de retours à l'emploi ramené au nombre de demandeurs d'emploi en catégories AB

(b) La tendance est l'évolution sur le cumul de 12 mois glissants entre la période étudiée et la même période de l'année précédente.

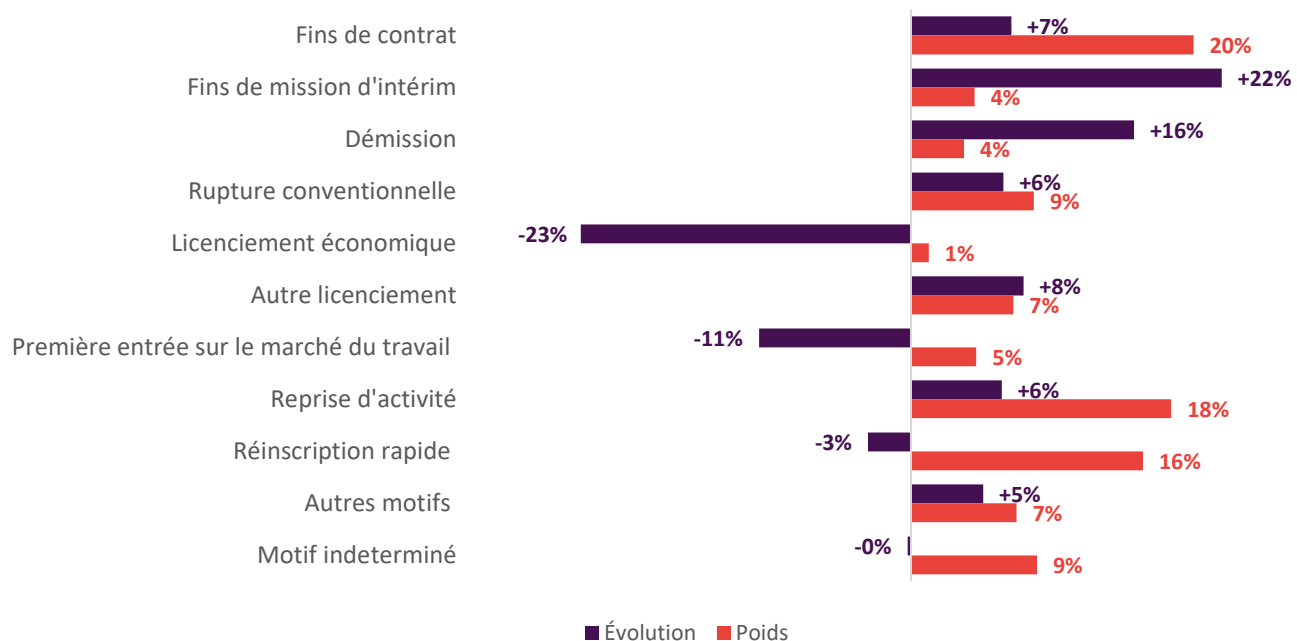


Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi

La moyenne trimestrielle CVS des entrées dans la liste des demandeurs d'emploi des catégories ABC atteint 47 960 unités au 3^e trimestre 2022. Elle est en hausse de +4% sur un an en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les entrées pour les motifs licenciement économique (-23%), premières entrées sur le marché du travail (-11%), les réinscriptions rapides (-3%) sont en recul [cf. Graphique 17]. Leurs poids représentant moins du quart des motifs, ils ne suffisent pas à inverser la tendance. À l'inverse, les autres motifs sont en hausse, notamment les fins de missions d'intérim (+22%) et les démissions (+16%).

Graphique 17

Évolution annuelle du nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi 3^e trimestre 2022/2021 - Poids au 3^e trimestre 2022



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Au cours du 3^e trimestre 2022, le nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi s'améliore aux niveaux national et régional par rapport au trimestre précédent [cf. Tableau 13]. Au niveau départemental, la moitié des départements est impactée par cette baisse.

En revanche, sur un an, le nombre d'entrée se détériore et touche l'ensemble des départements, notamment les départements alpins.

Tableau 13

Nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2022T3	2022T2	2021T3	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	517 970	523 000	502 030	-1,0%	+3,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	47 960	48 480	46 230	-1,1%	+3,7%
Alpes-de-Haute-Provence	1 470	1 390	1 370	+5,8%	+7,3%
Hautes-Alpes	1 250	1 220	1 170	+2,5%	+6,8%
Alpes-Maritimes	10 690	10 810	10 030	-1,1%	+6,6%
Bouches-du-Rhône	19 570	19 540	19 000	+0,2%	+3,0%
Var	9 310	9 770	9 170	-4,7%	+1,5%
Vaucluse	5 670	5 750	5 490	-1,4%	+3,3%

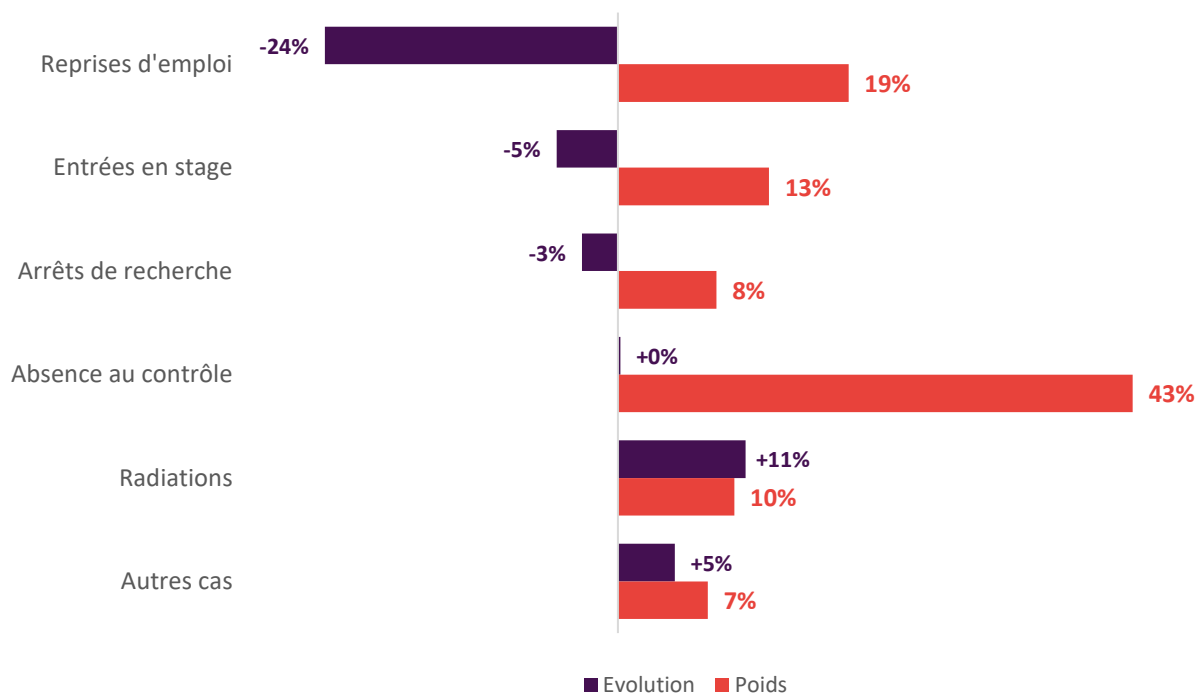
Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi

Depuis plus d'un an, les sorties de la liste s'améliorent dans la plupart des motifs. Au 3^e trimestre 2022, les évolutions sont moins marquées que l'année précédente car le pays avait connu son premier déconfinement durant l'été 2020. Au cours de l'année 2020, compte tenu des contextes sanitaire et économique, il était recommandé d'effectuer moins de radiations. L'activité de cette action a repris son cours depuis ; d'où cette évolution qui demeure très importante [cf. Graphique 18]. Néanmoins, les sorties du chômage pour le motif reprises d'emploi sont en recul (-24%) mais aussi pour les motifs entrées en stage et arrêt de recherche. Leur poids conjoint impacte la tendance et détériore l'évolution des sorties de la liste (-5% sur un an).

Graphique 18

Évolution trimestrielle du nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi 3^e trimestre 2022/2021 - Poids au 3^e trimestre 2022



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sur un trimestre, les sorties ont reculé aux niveaux national et régional, seul le département des Hautes-Alpes est épargné [cf. Tableau 14]. De plus, sur un an, une baisse du nombre de sorties du chômage est visible sur tous les départements de la région. Ces évolutions varient entre -7,8% dans les Alpes-Maritimes à -1,6% dans les Hautes-Alpes.

Tableau 14

Nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2022T3	2022T2	2021T3	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	515 030	545 170	541 370	-5,5%	-4,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	47 280	50 200	50 020	-5,8%	-5,5%
Alpes-de-Haute-Provence	1 380	1 460	1 490	-5,5%	-7,4%
Hautes-Alpes	1 260	1 230	1 280	+2,4%	-1,6%
Alpes-Maritimes	10 480	11 190	11 370	-6,3%	-7,8%
Bouches-du-Rhône	19 190	20 510	19 900	-6,4%	-3,6%
Var	9 360	9 840	10 090	-4,9%	-7,2%
Vaucluse	5 610	5 960	5 900	-5,9%	-4,9%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sources et définitions

Offres d'Emploi Enregistrées (OEE) : offres d'emploi collectées par Pôle emploi (source *Pôle-emploi, Dares*)

On distingue 3 types d'Offres :

- Les emplois durables : Contrats à Durée Indéterminée, Contrats à Durée Déterminée de plus de 6 mois
- Les emplois temporaires : Contrats à Durée Déterminée de moins de 6 mois, missions d'intérim de plus d'un mois
- Les emplois occasionnels : Contrats à Durée Déterminée ou missions d'intérim de moins d'un mois

Déclaration Préalable à l'Embauche (DPAE) :

Il s'agit d'une procédure de déclaration systématique et nominative pour chaque salarié qu'un employeur à l'intention d'embaucher (source Acooss).

Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) : inscrits à Pôle emploi au dernier jour du mois (donnée de stock).

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPEs, Dares)

Demandeurs d'Emploi en Entrée (DEE) : inscrits à Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPEs, Dares)

Demandeurs d'Emploi en Sortie (DES) : sortis des listes de Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPEs, Dares)

On distingue les **catégories de demandeurs d'emploi** suivantes :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78h ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78h au cours du mois)

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (maternité, maladie, formation...), sans emploi

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (bénéficiaires de contrats aidés par exemple)

Recensement de la population:

Le recensement repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement portant sur toute la population, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % de leurs logements.

L'emploi :

Les estimations trimestrielles d'emploi salariés sont calculées conjointement par l'INSEE, l'ACOSS-URSSAF et la DARES

Statistiques annuelles de l'emploi

Les renseignements sont recueillis chaque fin d'année, lors de la régularisation annuelle des contributions auprès de l'ACOSS.

Ces chiffres portent sur **l'effectif total salarié** au sein de chacun des établissements au 31 décembre de l'année.

(source ACOSS).

Taux de Chômage :

on distingue :

- le taux de chômage au sens du **BIT (Bureau International du Travail)** : calculé pour la France métropolitaine à partir de l'enquête emploi, réalisée chaque trimestre auprès de 75 000 ménages (source INSEE)
- les taux de chômage **localisés** : pour les régions, estimations trimestrielles à partir du taux France métropolitaine puis estimations départementales et infra-départementales (zones d'emploi)

Correction des variations saisonnières (cvs) : les séries publiées dans ce document sont marquées par des phénomènes récurrents de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Lorsque la dessaisonalisation est possible, nous affichons les variations en cvs afin d'analyser les fluctuations purement conjoncturelles des séries.

Directeur de la publication

Pascal BLAIN

Directeurs de la rédaction

Richard SPINOSA, Daniel EL KHANSSA

Réalisation

Marjorie ZAKARIAN

Direction de la Performance

Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

